



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/NGO/54
17 mars 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-troisième session
Point 11 de l'ordre du jour

MESURES DESTINEES A AMELIORER LA SITUATION ET A FAIRE RESPECTER
LES DROITS DE L'HOMME ET LA DIGNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Exposé écrit soumis par Human Rights Advocates, Inc., organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[8 mars 1997]

1. L'Assemblée générale a adopté la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ("Convention sur les travailleurs migrants") dans sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990. Dans son préambule, la Convention exprime la conviction que, partout, les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille n'ont pas été suffisamment reconnus et qu'ils doivent donc bénéficier d'une protection internationale appropriée.

2. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 87 de la Convention, celle-ci entrera en vigueur après que 20 Etats l'aient ratifiée ou y aient adhéré. Afin d'atteindre ce nombre, dans ses résolutions 1992/81 du 6 mars 1992, 1993/89 du 10 mars 1993, 1994/17 du 25 février 1994, 1995/21 du 24 février 1995 et 1996/18 du 11 avril 1996, la Commission des droits de l'homme a prié instamment, et à maintes reprises, les Etats Membres de ratifier la Convention ou d'y adhérer.

3. Malgré ces demandes instantes, en mars 1997 seuls huit Etats (la Bosnie-Herzégovine, la Colombie, l'Egypte, le Maroc, l'Ouganda, les Philippines, les Seychelles et Sri Lanka) avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré. En outre, deux Etats seulement, le Chili et le Mexique, ont signé la Convention. Il est notable qu'aucun des grands pays importateurs de main-d'oeuvre ne l'a signée ou ratifiée.

4. L'Organisation internationale du Travail estime qu'il y a dans le monde plus de 35 millions de travailleurs migrants ¹. Alors que les droits des travailleurs migrants continuent à être violés, la Convention demeure complètement inefficace. A sa cinquante-deuxième session, dans sa résolution 1996/18, la Commission a prié le Secrétaire général de l'ONU d'examiner les efforts accomplis par le Secrétariat pour promouvoir la Convention et la protection des travailleurs migrants, mais aucune directive ne prévoit la communication des constatations ni la poursuite de l'enquête du Secrétaire général sur les droits des travailleurs migrants et leurs violations. Des mesures plus concrètes sont donc nécessaires pour examiner le statut des travailleurs migrants partout dans le monde.

5. En raison de la lenteur des Etats à ratifier la Convention ou à y adhérer, et des violations de leurs droits dont souffrent les travailleurs migrants partout dans le monde, il faut que la Commission agisse pour protéger ces droits et ceux de leur famille au moyen des instruments relatifs aux droits de l'homme en vigueur, notamment des instruments suivants :

a) Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De nombreux droits qui seraient protégés par la Convention le sont actuellement par des dispositions qui les recoupent de ce Pacte, qui a été ratifié par ou auquel ont adhéré 136 Etats. Nombre des dispositions de la Convention reproduisent presque exactement des articles du Pacte. Ce dernier s'applique à toute personne qui se trouve à l'intérieur des frontières d'un Etat; il protège de ce fait les travailleurs migrants en possession ou non de papiers, ainsi que leur famille, qui se trouvent sur le territoire d'un Etat Membre. Etant donné que le Pacte lie la plupart des Etats et qu'il protège la plupart des droits des travailleurs migrants et de leur famille, il s'agit du meilleur instrument actuellement en vigueur pour protéger les travailleurs migrants;

b) Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La Convention énumère les droits qui peuvent actuellement être protégés par ce Pacte (135 Etats parties). Les droits que l'on trouve dans la Convention et qui peuvent actuellement être protégés par le Pacte concernent : l'emploi, les syndicats, les soins médicaux, l'éducation, le logement, la vie culturelle et la reconnaissance que la famille est la cellule naturelle et fondamentale de la société et qu'elle est donc en droit d'être protégée par la société et par l'Etat ². Toutefois, les travailleurs migrants et leur famille bénéficient de moins de protections dans certains Etats, étant donné que le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte autorise les pays en développement à déterminer dans quelle mesure ils garantiront les droits économiques du Pacte aux non-ressortissants;

c) Convention de l'OIT sur les migrations (dispositions supplémentaires) (No 143). Cette Convention a un champ d'application beaucoup plus restreint que les Pactes, en ce sens que son article 11 exclut de façon spécifique diverses catégories de travailleurs migrants³. Elle protège certains droits de travailleurs migrants que l'on trouve également dans la Convention sur les travailleurs migrants, notamment dans les domaines suivants : l'expulsion de l'Etat de résidence, l'identité culturelle, les liens avec l'Etat d'origine, la réunification des conjoints et des enfants, la langue et le choix de l'activité rémunérée. Il ne semble pas qu'elle protège les droits des membres de la famille des travailleurs migrants;

d) Convention de l'OIT concernant les travailleurs migrants (No 97). Cette Convention refuse également une protection à certaines catégories de travailleurs migrants⁴. Des dispositions de la Convention sur les travailleurs migrants similaires aux articles de la Convention 97 de l'OIT fournissent une protection aux travailleurs migrants dans les domaines suivants : syndicats, impôts, transferts de fonds, services d'emploi et sécurité sociale;

e) Convention de l'OIT concernant l'égalité de traitement (sécurité sociale) (No 118). Cette Convention autorise les Etats parties à déterminer quelles sont les dispositions de la sécurité sociale qu'ils appliqueront à leurs ressortissants et aux ressortissants d'autres Etats parties. Les droits énumérés dans la Convention sur les travailleurs migrants qui peuvent actuellement être protégés par la Convention 118 de l'OIT concernent notamment les domaines suivants : les soins médicaux et indemnités de maladie, les prestations de vieillesse, les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles, les prestations de chômage, l'accès à la sécurité sociale et aux services de santé.

6. Les instruments énumérés ci-dessus protègent actuellement nombre des droits qui seraient protégés par la Convention sur les travailleurs migrants. Ces pactes et conventions sont en vigueur et peuvent aujourd'hui servir à protéger les droits des travailleurs migrants et de leur famille. Toutefois, de nombreux droits spécifiques énumérés dans la Convention ne sont pas protégés par les instruments susmentionnés. En outre, l'absence de protection accordée par l'OIT à diverses catégories de travailleurs migrants et à leur famille limite le recours à ces instruments à la place de la Convention.

7. Pendant que les Etats débattent de l'utilité de la Convention sur les travailleurs migrants et que les traités actuellement applicables ne sont pas utilisés pour protéger les droits des travailleurs migrants et de leur famille, les violations de ces droits se poursuivent. Human Rights Advocates juge particulièrement inquiétantes les violations commises contre les droits des travailleurs migrants par des fonctionnaires des Etats d'accueil. L'absence de protection de la part du gouvernement encourage souvent et perpétue les violences physiques commises contre des travailleurs migrants dans leur Etat de résidence. On trouvera ci-après des exemples de violation des droits dont ont été victimes des travailleurs migrants et leur famille en 1995 et en 1996.

8. Etats-Unis d'Amérique. Aux Etats-Unis, la Border Patrol est l'agent d'exécution de l'Immigration and Naturalization Service, organisme gouvernemental qui contrôle l'immigration dans le pays. Le recrutement des agents de la Border Patrol, les gardes frontière, a augmenté spectaculairement ces dernières années, mais leur formation a diminué⁵. En 1998, leur nombre aura été porté à 7 000 contre 4 200 en 1995⁶. Les enquêtes concernant les violations des droits sont presque toujours de pure forme et il est rarement demandé aux fonctionnaires de rendre des comptes, sauf peut-être par le biais de l'appareil de justice civile⁷. En fait, seulement une ou deux plaintes sur plusieurs centaines reçues par le Ministère de la justice donnent lieu à des chefs d'inculpation contre des gardes frontière⁸. On trouvera ci-après des exemples récents de violations documentées des droits :

Passage à tabac de deux immigrants illégaux suspectés;

Tirs effectués, par un garde frontière, sur un homme se tenant du côté mexicain de la frontière;

Viol, par un garde frontière, d'une Salvadorienne de 25 ans qui essayait de franchir la frontière;

Deux accidents distincts de véhicules remplis d'immigrants illégaux qui étaient poursuivis à grande vitesse par des gardes frontière; bilan : 10 morts et 36 blessés;

Agression sexuelle contre deux jeunes femmes de 23 ans;

Détention, dans des conditions inhumaines, par des gardes frontière, d'immigrantes illégales essayant de franchir la frontière : une femme, enceinte de sept mois, est restée sans nourriture pendant 12 heures, n'a bénéficié que d'un accès limité aux toilettes, s'est entendu dire qu'elle serait menottée à une chaise si elle se levait sans permission, et a été obligée de dormir sur le sol d'une petite pièce en compagnie de 24 autres femmes⁹.

9. Pays d'Asie et du Moyen-Orient. Une enquête aurait dénombré près de 50 000 cas de harcèlement sexuel, de viol, de meurtre et autres mauvais traitements de travailleurs migrants philippins à Singapour, à Hong-kong, aux Emirats arabes unis, au Qatar, au Koweït, en Iraq, en République islamique d'Iran, en Arabie saoudite et à Oman, en 1995. Rien qu'à Hong-kong et à Singapour, 30 Philippines travaillant comme domestiques sont mortes pendant les quatre premiers mois de 1996¹⁰.

10. Malaisie. Un militant de la cause des travailleurs migrants a fait l'objet de poursuites pénales du Gouvernement malaisien pour avoir établi un rapport critiquant les conditions de fonctionnement des centres publics de détention des travailleurs immigrés¹¹.

11. Europe. En Allemagne, le nombre d'homicides et de blessures à l'encontre d'immigrants commis par des extrémistes a fortement augmenté, et les droits des immigrants tant en Allemagne qu'en France sont brutalement réduits¹².

Recommandations

12. Compte tenu de ce qui précède, Human Rights Advocates demande que la Commission prie le Secrétaire général de recueillir des informations auprès des autres organes des Nations Unies qui s'occupent des violations des droits de l'homme, afin de faire savoir si les traités qui sont de leur ressort sont utilisés pour protéger les droits des travailleurs migrants, et de quelle façon, et de présenter à la Commission, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur ses constatations.

13. Human Rights Advocates souhaite également que la Commission demande au Secrétaire général de prier l'Organisation internationale du Travail de fournir des informations sur la mesure dans laquelle elle reçoit des plaintes de travailleurs migrants et de leur famille non protégés par les instruments de l'OIT.

14. Enfin, Human Rights Advocates prie la Commission des droits de l'homme d'analyser les informations concernant les violations de droits non protégés par les traités en vigueur, et de faire rapport à ce sujet, afin de déterminer le rôle qu'elle pourrait jouer dans la protection des droits des travailleurs migrants et de leur famille.

Notes

1. "Travailleuses migrantes asiatiques : de plus en plus nombreuses, de plus en plus vulnérables", communiqué de presse du BIT, 5 février 1996.

2. C'est principalement dans la partie IV de la Convention sur les travailleurs migrants, qui a trait aux protections applicables uniquement aux travailleurs pourvus de documents et à leur famille, que l'on trouve des articles similaires à ceux qui figurent dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

3. De nombreuses catégories de travailleurs migrants sont spécifiquement exclues du bénéfice de la protection fournie par la Convention 143 de l'OIT.

4. Les travailleurs migrants spécifiquement exclus du bénéfice de la protection fournie par la Convention 97 de l'OIT comprennent : les travailleurs frontaliers, les membres des professions libérales et les artistes admis pour une courte durée et les marins.

5. Human Rights Watch, World Report 1997: Event of 1996 317 (1997).

6. Rotella, "Border Patrols's record on abuses is among nation's worst, report says", Los Angeles Times, 13 avril 1995.

7. Americas Watch, Brutality Unchecked: Human Rights abuses along the border with Mexico 1,4 (1992).

8. Light, "Rape on the border", The Progressive, septembre 1996.

9. Malnic et Boyer, "Deputies clubbing of 2 suspects taped", Los Angeles Times, 2 avril 1996; Human Rights Watch, World Report 1997: Events of 1996 316 (1997); "U.S. border agent accused in sexual assault on an illegal alien", New York Times, 22 décembre 1995; Rotella, "Case highlights alleged abuses at border", Los Angeles Times, 14 janvier 1996; Perry, "2 killed as van, border patrol vehicle collide", Los Angeles Times, 27 avril 1996; Light, "Women bear the brunt", The Progressive, septembre 1996.

10. Gaouette, "Dream of having a nanny more real for busy moms", The Christian Science Monitor, 19 février 1997; "Manila: Women violence a criminal act", United Press International, 1er juin 1996; Tefft, "Toilers who know no boundaries", The Christian Science Monitor, 19 novembre 1995.

11. "A call for justice for malaysian migrant workers: an interview with Irene Fernandez", Multinational Monitor, décembre 1996.

12. "The Schengen Convention as a violation of international law ..." 18 Boston College Int'l & Comp. L. Rev. 401, 405 à 408 (1995).
